

# La politique immobilière de la Ville agite le Landernau politique

**LOGEMENT • A gauche toute a présenté hier un projet de nouveau règlement de la Gérance immobilière. Sandrine Salerno temporise.**

PHILIPPE BACH

Avec le renfort des partis bourgeois pour le groupe A gauche toute, c'est une alliance contre-nature qui a voté, mardi soir au Conseil municipal, l'urgence sur un projet d'arrêté visant à rendre à l'organe délibératif ses prérogatives en matière de règlement lié aux appartements administrés par la Gérance immobilière municipale (GIM).

Il s'agit là d'un serpent de mer qui agite les eaux politiques de la Ville depuis janvier 2007. A cette occasion, le Municipal avait voté le gel du règlement de la Gérance immobilière, en charge du parc locatif de la Ville. Depuis, les acteurs ont passablement changé et le dicastère a été repris en juin par l'élue socialiste Sandrine Salerno.

## Base de discussion

Le groupe A gauche toute estime que le dossier s'enlise. D'autant qu'il est apparu que, en raison d'une lecture du droit cantonal, le vote de janvier 2007 n'avait abouti qu'au gel du règlement voulu par le magistrat d'alors, Pierre Muller. Les municipaux n'ont en revanche pas de base légale pour édicter leur propre règlement selon leurs desiderata.

A gauche toute a donc élaboré un document davantage en phase avec ses vœux. Ce texte devait être discuté soit hier soir, soit lundi prochain, en vue d'un renvoi en commission.

Il propose un système municipal calqué sur le régime HLM-HBM du canton. «Pour nous, c'est une base de discussion pour que nous puissions enfin aller de l'avant», explique Maria Pérez, membre du groupe A gauche toute.

Sandrine Salerno, de son côté, note que le dossier a pris la tangente du fait que le canton a annoncé sa volonté d'imposer fiscalement les aides personnalisées – le rabais de loyer qui fait la politique sociale de la Ville –, «ce que personne ne veut».

## Casse-cou?

Résultat, un nouveau projet de règlement a été préparé pour éviter ce biais. «Ce document est en mains du Département des finances, et nous attendons sa réponse», indique la magistrate, «d'ici là, il ne sert à rien de précipiter les choses».



Sandrine Salerno, conseillère administrative en charge du logement, ne veut rien précipiter. J.-P. DI SILVESTRO

Le droit du bail est en effet un domaine plutôt complexe. Le risque étant que d'autres effets collatéraux apparaissent. Ainsi les Verts ont émis l'idée d'un transfert pur et simple de la politique municipale du logement social vers le canton. Cela aurait pour défaut d'augmenter les loyers.

Et surtout de vider l'action sociale de la Ville d'une bonne partie de sa substance. «Lorsque Rhino a été évacué, nous avons pu reloger en urgence des femmes sur le point d'accoucher», rappelle M<sup>me</sup> Salerno, «le canton n'a rien proposé, à part loger ces personnes dans des abris de la protection civile».

# Tchernobyl: la sous-estimation du bilan de mortalité inquiète les scientifiques

**A l'aube du 22<sup>e</sup> anniversaire de la catastrophe, des scientifiques réclament de nouvelles études sur les conséquences de l'explosion du réacteur n°4 survenue le 26 avril 1986.**

**A quand la vérité** sur les effets catastrophiques de Tchernobyl? Selon le dernier rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), publié en 2005, 56 personnes sont mortes et 4000 cancers de la thyroïde ont été traités en raison de la catastrophe. L'OMS évalue à 9000 le nombre possible total de décès.

Pour le professeur Alexei Yablokov, scientifique russe dont le livre sur les effets de Tchernobyl

vient d'être traduit en anglais, ce bilan sous-estime gravement l'ampleur de la catastrophe.

Le taux de mortalité dans les territoires contaminés de la Russie, de l'Ukraine et du Bélarus est supérieur d'environ 4% à la mortalité dans les régions non contaminées, a-t-il fait valoir. La seule explication possible pour cette différence est la radioactivité. Il arrive ainsi à une estimation de 900 000 morts pour les vingt années qui ont suivi l'explosion du réacteur nucléaire.

Pour le professeur, la radioactivité a pénétré chaque année plus profondément dans le sol, et elle se retrouve dans la chaîne alimentaire. Un million d'enfants souffriraient d'anomalies génétiques et de maladies chroniques plus fréquentes. Alison Rosamund Katz, membre de l'ONG Independent WHO et du Centre Europe-tiers monde (CETIM), a dénoncé «le silence, le mensonge et la complicité» de l'OMS. Elle a demandé que le livre du professeur Yablokov soit

distribué, comme toutes les autres publications scientifiques, par l'OMS.

**Des études supplémentaires** sur la contamination en Suisse et sur l'augmentation des cancers dans la période post-Tchernobyl sont aussi nécessaires. Le groupe réclame également une nouvelle fois que les participants à la prochaine Assemblée mondiale de la santé décident de réviser l'accord de 1959 liant l'OMS à l'AIEA. ATS

## Hommages aux «liquidateurs»

**Genève se mobilise** en mémoire des «liquidateurs». On en répertorie environ un million à avoir risqué leur vie en 1986, alors qu'ils travaillaient sur le site de Tchernobyl, pour amoindrir les effets catastrophiques du réacteur n°4. Plusieurs manifestations auront donc lieu en souvenir des victimes et en signe de soutien aux survivants. «La grande Vigie d'Hippocrate» organisée par le collectif Independent WHO encerclera en

silence, ce vendredi, le quartier de l'OMS. Elle sera suivie d'une marche silencieuse vers le parc des Bastions<sup>1</sup>. Puis, samedi 26 avril, une veillée sera organisée dans le parc des Bastions (en cas de pluie, au temple de la Fusterie<sup>2</sup>). Vendredi 2 mai, enfin, la chorale des Anges de Monbrillant, Nabila Schwab (chanteuse-accordéoniste) et Catherine Lieber (chanteuse classique) chanteront en hommage aux liquidateurs<sup>3</sup>. La directrice

générale de l'OMS, la D<sup>re</sup> Margaret Chan, n'a pas répondu aux nombreuses démarches des ONG, qui exigent au moins une discussion. TAMARA HAUTLÉ

<sup>1</sup>Rassemblement à 14h sur le parking du Conseil œcuménique, rte des Morillons/ch. du Pommier.

<sup>2</sup>Des renseignements supplémentaires sont à disposition sur le site [www.independentwho.info](http://www.independentwho.info)

<sup>3</sup>Vendredi 2 mai de 20h30 à 22h30 au temple de la Fusterie.



## CONSEIL MUNICIPAL Extension de l'OMC: un vote pour rien?

**Beaucoup de bruit**, mais pas de résultat tangible. L'organe délibératif de la Ville de Genève débattait hier soir de l'extension de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur le parc Barton. Il a demandé à la Ville de Genève, au terme d'échanges véhéments et à une courte majorité, de préserver la zone de verdure du parc et d'envisager une autre surface pour l'agrandissement de l'organisation. Mais le Parti libéral a réclamé un troisième débat, qui se tiendra lundi prochain. Examiné en urgence et péniblement adopté, le projet d'arrêté concocté par A gauche toute et l'UDC sera donc à nouveau discuté.

L'impact de cet arrêté communal risque de toute façon d'être limité. Parlant au nom de l'exécutif, la magistrate Sandrine Salerno a prévenu que «la marge de manœuvre du Conseil administratif est faible». Les négociations se mènent de fait entre la Confédération, l'OMC et le canton, la Ville

n'ayant qu'une petite voix au chapitre. Néanmoins, les conseillers municipaux se sont jetés corps et âme dans la bataille.

**Si l'ensemble des formations** se soucie de sauvegarder l'intérêt public, particulièrement l'accès au parc, les partis de l'Entente considèrent que Genève a bien plus à perdre en refusant de céder du terrain à l'OMC. Notre ville deviendrait bientôt un village, les organisations internationales l'abandonnant peu à peu. Pour sa part, A gauche toute affirme n'avoir rien contre ces organisations internationales importantes pour Genève et la région, mais se montre décidé à ce qu'elles «n'empiètent pas sur le confort et la vie des citoyens». Le libéral Alexis Barbey, avant de réclamer un troisième débat, a quant à lui déclaré que la réputation internationale de Genève pourrait ne pas dépasser celle de Besançon. EMMANUEL PINGET

## Unanimité pour l'UGS

**Une telle unanimité**, au Conseil municipal, n'est pas monnaie courante. Par 70 «oui» et aucun «non», le législatif de la Ville de Genève a accepté hier soir la résolution urgente de l'UDC visant à maintenir le cercle d'Urania Genève Sport (UGS) et son restaurant dans l'ancienne mairie des Eaux-Vives. La municipalité avait besoin de place pour son Office de l'état civil, et elle comptait bien prendre celle du cercle d'UGS.

Ce qui aurait impliqué une énième fermeture de café-restaurant au cœur de la cité. Mais les conseillers municipaux ne l'ont clairement pas suivie sur ce projet. «Il commence à y en avoir marre!» s'est irrité l'UDC Jacques Baud depuis son banc. De la droite de l'Entente à la gauche de l'Alternative, l'assemblée a abondé, avec des arguments variés, dans son sens. Au Conseil administratif de revoir sa copie. EMP

## EN BREF

### MENDICITÉ

#### Roms: un policier réfute avoir abusé d'autorité

«Il y avait bien flagrant délit de mendicité.» Patrick Puhl, porte-parole de la police, réfute qu'un policier ait abusé d'autorité en saisissant respectivement 15 et 39 francs à deux Roms sur la plaine de Plainpalais mercredi 16 avril. Comme le relatait *Le Courrier* du 18 avril, ces deux ressortissants roumains, aidés par l'association d'aide aux Roms Mesemrom, ont porté plainte contre un gendarme pour abus d'autorité, vol et violation de la loi sur la police. «Je peux clairement affirmer qu'ils mendiaient», a déclaré le policier à sa hiérarchie, selon M. Puhl. Il a donc appliqué le règlement prévoyant de saisir sur le champ à titre de garantie une partie ou l'entier du montant de l'amende. Le policier pourrait par ailleurs porter plainte pour diffamation, soit contre les deux Roms, soit contre Mesemrom, indique M. Puhl. «La police oppose systématiquement des contre-plaintes, j'ai l'habitude, réagit M<sup>me</sup> Dina Bazarbachi, présidente de Mesemrom. Les Roms étaient sur un banc à la plaine de Plainpalais, un lieu de réunion. S'ils mendiaient, ils se seraient trouvés devant une banque ou une poste.» RA

### CONCERT

#### Musique pour l'égalité

A l'occasion de ses quinze ans, l'association Filigrane organise un concert de soutien pour alimenter le fonds documentaire «femmes et art» de sa bibliothèque. Il aura lieu lundi 28 avril, à 20h, au palais de l'Athénée<sup>1</sup>. Le Trio Paderewski interprétera exclusivement des œuvres de compositrices telles que Clara Schumann ou Fanny Mendelssohn. Les pièces musicales seront ponctuées de lectures de Maulde Coureau. L'association organisatrice lutte depuis quinze ans pour la constitution en Suisse romande d'un fonds spécialisé sur la condition féminine et l'égalité. JDB

<sup>1</sup>2 rue de l'Athénée.

Rens: [www.f-information.org](http://www.f-information.org)